

The press review

16-31 October 2014

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti-corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

NATIONAL NEWS



16 octobre 2014 18:23; Act: 16.10.2014 19:20

Le Grand-Duché se plie aux exigences de Bruxelles

LUXEMBOURG – L'enquête de la Commission sur le régime fiscal d'Amazon et de Fiat modifie les plans de la coalition. La législation devrait être modifiée.



*La procédure de Bruxelles a incité le Luxembourg à réorienter sa politique fiscale, selon Eugène Berger (DP).
(photo: Editpress)*

Les **menaces de Bruxelles** ont eu de l'effet: le Luxembourg s'apprête à édicter des règles plus sévères et plus transparentes en matière d'imposition des grandes entreprises. Le traitement «au doigt mouillé», de plus en plus critiqué, devrait bientôt appartenir au passé. «La procédure du calcul de l'assiette fiscale sera clarifiée. Les entreprises devront fournir des informations détaillées à l'administration fiscale», explique auprès de *L'essentiel* Eugène Berger (DP), président de la Commission du budget et des finances. Le renforcement de la législation fait partie du «paquet d'avenir», qui devrait être voté en décembre par la Chambre.

Jusqu'à présent, les grandes entreprises accompagnaient leur règlement fiscal d'un document explicatif. Celui-ci était vérifié, mais les autorités fiscales ne demandaient pas d'informations complémentaires. La nouvelle réglementation va modifier cela, afin d'améliorer la transparence.

Des cas en Irlande et aux Pays-Bas également examinés

À l'origine du changement législatif, l'enquête de la Commission européenne sur les avantages fiscaux dont auraient bénéficié les filiales d'Amazon et de Fiat installées au Grand-Duché. «La procédure a incité à réorienter notre politique, concède Eugène Berger. Mais le Luxembourg s'est toujours montré coopératif vis-à-vis de la Commission». L'institution européenne aurait demandé à examiner tous les projets de taxation, mais pour le moment seuls ceux de Fiat et d'Amazon auraient été envoyés à Bruxelles.

Le Luxembourg dément avoir introduit tout traitement de faveur. Le pays «a [respecté les règles de l'OCDE et de l'UE](#)», assurait Pierre Gramegna la semaine dernière. La Commission examine également la fiscalité d'Apple en Irlande ou encore de Starbucks aux Pays-Bas.

(jt/L'essentiel)

LE JEUDI

Mercredi 22 Octobre 2014

Italie : découverte d'une gigantesque fraude fiscale d'entreprises de 1,7 md EUR

La police financière italienne a annoncé mardi avoir démantelé un groupe d'entreprises soupçonnées d'avoir mis en place un système de fausses factures pour réaliser une fraude fiscale dont le montant total « dépasse 1,7 milliard d'euros ». « L'activité illégale a provoqué, au cours des années, des dommages à l'Etat (...) dont la somme totale dépasse 1,7 milliard d'euros », assure un communiqué de la police financière. Selon la police, le système mis en place à partir de 2001 par deux entrepreneurs romains, Pierino Tulli et Maurizio Ladaga, consistait en de fausses factures émises par des sociétés intermédiaires sous-traitant des marchés obtenus par les entrepreneurs dans des domaines comme la sécurité et le nettoyage industriel. Grâce à ces fausses factures, d'importantes sommes d'argent finissaient sur des comptes de sociétés créées uniquement pour encaisser ces sommes.

Une fois les sommes en question prélevées en espèces et placées à Saint-Marin et au **Luxembourg**, ces sociétés étaient déclarées en faillite et de nouvelles étaient constituées, a expliqué la police. Au total, 62 personnes sont soupçonnées d'avoir participé à la fraude, à des degrés divers. La police financière a également placé sous séquestre des biens d'une valeur supérieure à 100 millions d'euros, dont une centaine de biens immobiliers, deux entreprises et une centaine de comptes bancaires, selon la même source.

Environ 70 policiers ont participé aux opérations de mise sous séquestre et de perquisitions qui ont eu lieu dans plusieurs régions d'Italie, dans le cadre de l'enquête dirigée par le parquet de Rome. Cette gigantesque fraude annoncée mardi ne représente que le sommet de l'iceberg. Samedi, la police financière a mis sous séquestre des biens d'une valeur de 2,7 millions d'euros appartenant à un entrepreneur de Sardaigne qui vendait des produits sur internet et ne déclarait aucun revenu au fisc.

L'évasion fiscale est un fléau contre lequel tous les gouvernements italiens de ces dernières années ont tenté de lutter, ne serait-ce que pour remplir les caisses publiques vidées par la crise. Selon une étude menée en 2012 par un grand institut privé, l'économie souterraine (travail au noir, activités mafieuses ou locations immobilières au noir) a représenté en 2011 environ 35% du PIB italien, soit quelque 540 milliards d'euros. En 2013, faisant le point sur la lutte contre l'évasion fiscale, la police financière avait annoncé avoir découvert plus de 56 milliards d'euros d'évasion fiscale en 2012. Le fisc italien, qui a récupéré environ 13 milliards d'euros des fraudeurs fiscaux en 2013, compte sur la même somme en 2014 et espère engranger jusqu'à 15 milliards en 2015, avait déclaré vendredi la directrice du fisc italien, Rossella Orlandi. La lutte contre la fraude fiscale en Italie a pris quelques grands noms dans ses filets, de Dolce&Gabbana à Maradona, en passant par Silvio Berlusconi, condamné définitivement à la prison, une peine transformée en travaux d'intérêt général, et déchu de son statut de sénateur pour fraude fiscale dans l'affaire Mediaset.

HTTP://S.WSJ.NET/IMG/B.GIF

[WIRTSCHAFT](#)

Der Mann, der Luxemburg zum Steuerparadies machte

Von

MATTHEW KARNITSCHNIG und

ROBIN VAN DAALEN

Mittwoch, 22. Oktober 2014, 17:19 Uh



Luxemburg ist nach Pro-Kopf-Einkommen das reichste Land der Welt. *Francois Lenoir / Reuters*

LUXEMBURG—Im ersten Stock eines rostroten Gebäudes in der Nähe des Hauptbahnhofs von Luxemburg hat sich Marius Kohl jahrelang um das wichtigste Exportprodukt seines Landes gekümmert: Steuererleichterungen. Als Chef der Behörde namens Sociétés 6 genehmigte er tausende Steuerarrangements für multinationale Großkonzerne. Kohl half ihnen, Milliarden zu sparen.

Die Aufgabe der Sociétés 6 ist es, die Steuerlast der rund 50.000 im Großherzogtum registrierten Holdings festzulegen, hinter denen meistens ausländische Konzerne stehen. Bei den Finanzbehörden anderer Staaten genießt die Sociétés 6 einen zweifelhaften Ruf. Der Vorwurf lautet, dass Luxemburg mit seiner Steuerverwaltung gezielt Unternehmen in den Kleinstaat lockt und ihnen damit ein Schlupfloch baut. In anderen Ländern rechnen sie dann ihren gerechten Anteil an der Finanzierung des Gemeinwesens klein.

Marius Kohl ist seit vergangenem Jahr in Pension. Als er noch im Dienst war, lautete der Spitzname des 61-Jährigen „Monsieur Ruling“. Der Beamte war ein mächtiger Mann, denn er hatte die alleinige Entscheidungsgewalt darüber, ob ein Steuerdeal genehmigt wurde oder nicht. Bei den Konzernen war er hochgeschätzt, weil er schnell und unbürokratisch arbeitete, wie die örtlichen Steuerberater berichten.

„Ich konnte ‚ja‘ oder ‚nein‘ sagen, sagt der frühere Chef der Sociétés 6 im Interview, das nach seiner Aussage das erste ist, was er überhaupt gibt. „Manchmal ist es leichter, wenn man nur eine Person fragen muss.“

Die Europäische Kommission ist über die effektive Arbeit der Sociétés weniger erfreut. Sie hat sich ein Steuerabkommen Luxemburgs mit dem Onlinehändler [Amazon.comAMZN - 10.08%](#) vorgenommen und prüft, ob der Vertrag womöglich eine nicht erlaubte Beihilfe an ein einzelnes Unternehmen darstellt. Genauso geschieht es mit Fiat Chrysler. Und die Kommission hat zu verstehen gegeben, dass weitere Konzerne mit Ermittlungen rechnen müssen. Sowohl die betroffenen Konzerne als auch Luxemburg wehren sich gegen die Vorwürfe und haben erklärt, nichts Illegales getan zu haben. Alles stünde im Einklang mit dem internationalen Recht.

Wer will schon Unternehmenssteuer zahlen?

Durch Steuererleichterungen und Holding-Strukturen können ausländische Unternehmen in Luxemburg ihre Unternehmenssteuerraten von bis zu 29 Prozent auf fast null einstampfen. Oft zahlen sie kaum oder sogar gar keine Steuern auf Einnahmen aus Lizenzen, Dividenden, Zinsen, Liquidationen und Kapitalerträge.

Von Glühbirnen bis Bolzen hat die EU so gut wie alle Bestimmungen vereinheitlicht. Doch die Steuerpolitik ist nach wie vor reine Sache der einzelnen Mitgliedsländer. Doch angesichts der hohen Schuldenberge wächst der Druck auf die EU, die Staaten mit einer sehr unternehmensfreundlichen Steuerpolitik härter an die Kandare zu nehmen.

Irland ist einer dieser Steueroasen in Europa. Im Oktober hat Dublin nun sich dem Druck ein Stückweit gebeugt und die Steuererleichterungen für Unternehmen zurückgefahren. Nächster auf der Liste sind die Niederlande. Dort sind die Röstereien von [StarbucksSBUX +0,32%](#) ins Visier geraten. Von der US-Kaffeehauskette heißt es dazu, dass das Unternehmen alle relevanten Steuerbestimmungen einhalte.

Kein anderes Land habe in den vergangenen Jahren so aggressiv mit Steuervorteilen und Verschwiegenheit um internationale Konzerne geworben wie Luxemburg, sagen Aufsichtsbehörden. Im vergangenen Jahr hat eine Überprüfung des luxemburgischen Steuersystems der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) ergeben, dass Luxemburg nicht die internationalen Standards für Transparenz und Informationsaustausch einhält. „Der Reichtum Luxemburgs gründet sich darin, Unternehmen dabei zu helfen, keine Steuern in jenen Ländern zu zahlen, wo sie ihren Gewinn machen“, sagt Pascal Saint-Amans, ein hochrangiger Vertreter der OECD, der die internationalen Reformbemühungen in Sachen Unternehmenssteuer leitet. „Statt Wertschöpfung zu schaffen, bieten sie Steuerberatung“.

Der luxemburgische Finanzminister, Pierre Gramegna, sieht das naturgemäß anders: Sein Land halte sich an alle globalen Standards und sei keine Steueroase. „Wir halten uns immer an die internationalen Spielregeln“, sagt Gramegna, der bis vergangenes Jahr Vorsitzender der luxemburgischen Handelskammer war. Die Kritik der OECD werde noch in diesem Jahr mit neuen Gesetzesbestimmungen Rechnung getragen.

Im September hatte die OECD Vorschläge zur Standardisierung der Besteuerung internationaler Unternehmen vorgelegt. Diese zielen auf größere Transparenz ab und sollen es Unternehmen erschweren, ihre Gewinne in Länder mit niedrigeren Steuern zu verschieben. Die Mitgliedsländer müssen diese Vorschläge allerdings noch in nationales Gesetz umwandeln, damit sie greifen können. Und eine der Hauptstreitfragen ist immer noch ungelöst: Wie groß muss das operative Gewicht eines Unternehmens in einem Land sein, damit es seinen Steuersitz dort haben kann?

US-Unternehmen mit Auslandsgeschäft erwirtschaften rund 9 Prozent ihres Auslandsgewinns mit luxemburgischen Tochtergesellschaften. Allerdings ist nur 0,1 Prozent ihrer Mitarbeiter im Ausland in dem Kleinstaat beschäftigt, wie aus Daten des Washingtoner Handelsministeriums hervorgeht.

Für die luxemburgischen Töchter von US-Unternehmen beträgt der Einkommenssteuersatz mitunter gerade einmal 0,4 Prozent, wie eine Analyse des Wirtschaftsprofessors Kimberly A. Clausing vom Reed College im US-Bundesstaat Oregon ergab. Ein Großteil des im Ausland erzielten Gewinns amerikanischer Unternehmen wird nicht in der Heimat versteuert – denn die Unternehmenssteuer beträgt dort 35 Prozent.

Luxemburg wird sich nicht sein Geschäft kaputt machen lassen

Luxemburg wird aber kaum zu zwingen sein, sein Steuersystem grundlegend zu ändern. Der Finanzdienstleistungssektor des Landes trägt 36 Prozent zur Wirtschaftsleistung bei und hängt von den geltenden Steuererleichterungen und Diskretion ab.

Die Finanzbranche hat die 550.000 Luxemburger reich gemacht. Luxemburg ist nach Pro-Kopf-Einkommen das reichste Land der Welt, wie aus Daten des Internationalen Währungsfonds hervorgeht. Der Wohlstand geht auf die Tausenden Arbeitsplätze für Banker, Anwälte und Wirtschaftsprüfer zurück. 149 Banken haben hier ihren Sitz. Die Investmentfondsbranche wird nur von den USA übertroffen. Sie verwaltet 3,3 Billionen US-Dollar an Vermögenswerten.

Das Land ist zudem eine Drehscheibe für Kapitalflüsse. Mithilfe komplexer Strukturen und dem unternehmensfreundlichen Steuerumfeld verschieben Unternehmen jedes Jahr zig Milliarden Dollar hin und her. Innerhalb von zehn Jahren haben sich die Investitionen von ausländischen Firmen in Luxemburg auf 3,2 Billionen Dollar vervierfacht. Das ist pro Kopf gerechnet mehr als in jedem anderen Land der Welt, wie Daten der OECD zeigen.

Auch beim E-Commerce ist Luxemburg in Europa ganz vorne. Die EU-Gesetze erlaubten es bis vor kurzem Online-Händlern mit Sitz in Luxemburg, die Mehrwertsteuer auf Onlinekäufe im gesamten Europa in Luxemburg abzuführen. Doch diese Regelung ist inzwischen passé. Luxemburgs Regierung rechnet damit, dass sie das rund 700 Millionen Euro an Steuereinkommen jährlich kosten wird.

Doch trotz dieser Widrigkeiten läuft die Wirtschaft. Luxemburg hat einen Teil der geforderten Änderungen wie die Abschaffung des Bankgeheimnisses umgesetzt. Allerdings hat die Regierung auch gleichzeitig neue Steuernischen geschaffen wie steuerfreie Holdingstrukturen für reiche Ausländer, berichten luxemburgische Steuerberater. Ernst & Young, KPMG und PricewaterhouseCoopers haben in neue Bürokomplexe investiert, und mehrere chinesische Banken haben jüngst ihre Europazentrale hier errichtet.

Ein kleines Land mit großem Einfluss

Dass Luxemburg sich trotz des internationalen Drucks als attraktiver Steuerstandort behaupten kann, liegt auch an dem großen Einfluss des Landes in Europa. Das Gründungsmitglied der EU war lange Zeit Vermittler zwischen den beiden Schwergewichten Frankreich und Deutschland. Seine Politiker spielten eine entscheidende Rolle bei der Einführung des Euro. Es ist die Heimat von Institutionen wie dem Europäischen Gerichtshof. Der langjährige Regierungschef Jean-Claude Juncker wurde kürzlich zum Präsidenten der Europäischen Kommission gewählt.

Als Ministerpräsident von 1995 bis 2013 war Juncker ein eiserner Verfechter des luxemburgischen Steuersystems und des Prinzips des Steuerwettbewerbs in der EU. „Niemand hat mir je überzeugend und gründlich beweisen können, dass Luxemburg ein Steuerparadies ist“, sagte er kürzlich in einem Fernsehinterview. „Luxemburg setzt Steuerregeln um, die sich vollständig in Übereinstimmung mit europäischem Recht befinden.“

Das kleine Land in den Hügeln zwischen Belgien, Frankreich und Deutschland ist das letzte Großherzogtum der Welt. Es ist etwa so groß wie das Saarland und hat etwa die Hälfte der Einwohner. Die Wirtschaft war lange von der Stahlproduktion abhängig. Aber seit der Niedergang der Industrie in den 1970er Jahren einsetzte, konzentrierte sich das Land auf den expandierenden Finanzsektor. Dazu dienten Steuererleichterungen auf ausländisches Kapital. Das Bankgeheimnis lockte milliardenschwere Einlagen an.

Die Wurzeln des Steuersystems reichen 85 Jahre zurück. Doch vor allem Anfang der 1990er Jahre kamen ausländische Konzerne in großer Zahl in das Land. Ein Grund dafür war, dass Luxemburg eine EU-Direktive schnell umgesetzt hatte, die es Unternehmen erlaubte, ihre Steuern am Sitz ihrer Europazentrale zu zahlen und nicht dort, wo sie ihre Umsätze machen.

Zudem weitete Luxemburg sein Netz von Steuerabkommen aus. Diese bilateralen Verträge sollen verhindern, dass Unternehmensumsätze doppelt besteuert werden. Luxemburg hat davon 73 abgeschlossen, 19 weitere sind in Arbeit.

Während es auch andere Länder gibt, die attraktive Steuerarrangements anbieten, so hat Luxemburg doch aus Sicht der Konzerne einen unschlagbaren Vorteil: Verlässlichkeit. „Es gibt hier echte Stabilität, sagt Philippe Neefs, Seniorpartner bei KPMG in Luxemburg. „Das Gesetz ist eindeutig. Und wo es das nicht ist, da gibt es in den Ministerien ein offenes Ohr.“

Die engen Beziehungen der Finanzbehörden zu den Unternehmen stoßen in den Nachbarländern zunehmend auf Unmut. Besonders kritisiert wird dabei das luxemburger System der Steuerentscheide. Ein Konzern kann den Behörden eine Holding-Struktur vorschlagen, bevor sie eingerichtet wird. Damit kann die Firma herausfinden, wie sich der Steuerbescheid zusammensetzen würde. Die Unternehmen sind dabei gleich dreifach im Vorteil. Sie können die Struktur ändern, wenn die Steuerbehörde daran Anstoß nimmt. Wenn sie einmal genehmigt wurde, ist die Struktur für fünf Jahre fix. Und alles läuft vertraulich ab.

Ein Meeting und der Steuerentscheid steht

In den 22 Jahren, in denen Kohl das Sagen hatte, gab es einen zusätzlichen Vorteil: In vielen Fällen konnten Unternehmen sich ein informelles Plazet abholen, bevor ihr Antrag bearbeitet wurde. In den meisten europäischen Ländern dauert es lange, zu einem Steuerentscheid zu kommen. In Luxemburg brauchte es oft nur ein einziges Meeting.

Kohl empfing Unternehmensvertreter und ihre Steuerberater meist in seinem großen Eckbüro in den Sociétés 6. Dieses war schlicht eingerichtet, bis auf einen Pirelli-Kalender – ein Dankesgeschenk von dem Reifenhersteller, sagt Kohl, für seine Hilfe in Steuerfragen. Der in begrenzter Auflage erscheinende Erotikkalender ist ein Statussymbol, das nur an wenige auserlesene Prominente und Wirtschaftsbosse versendet wird.



Hauptsitz der Sociétés 6. de Wilde Sander

An seinem Konferenztisch ging Kohl meist mehrere Unternehmensdossiers in einer Sitzung durch. „Wir haben uns einmal im Monat mit ihm getroffen. Und wenn eine Steuerstruktur okay war, hat man den Deal direkt abgeschlossen“, sagt Marc Schmitz, Chef für Steuerfragen bei der Luxemburger Niederlassung von Ernst & Young. Kohl war dafür bekannt, sich immer an seine vorläufigen Entscheide zu halten. „Er hat es sich nie anders überlegt“, sagt Steichen.

Mit tausenden Steuerfällen und 50 Mitarbeitern arbeitete Kohl oft von früh morgens bis abends um 9 Uhr. „Ich wollte sichergehen, dass jeder gut bedient wurde“, sagt er beim Interview am Küchentisch in Esch-sur-Alzette, seiner Geburtsstadt.

Kohl sagt, dass keiner seiner Vorgesetzten im Finanzministerium, seine Arbeit hinterfragt oder kritisiert habe – auch Jean-Claude Juncker nicht, der 20 Jahre lang Finanzminister war. „Ich habe keinen Druck von oben bekommen“, erklärt Kohl. „Ich hatte nie irgendwelche Probleme mit Juncker.“

In der eng vernetzten Welt der luxemburgischen Steuerberater gilt Kohl als unbesungener Nationalheld. „Er verdient eine Medaille“, sagt Steichen. Die Unternehmensstrukturen, die Kohl genehmigt hat, machen bis zu 80 Prozent des Steueraufkommens des Landes aus, das bei jährlich 1,5 Milliarden Euro liegt. „Er hat sehr hart gearbeitet“, sagt Steichen.

Steichen, der Kohl seit Jahrzehnten kennt, sagt, der Steuerbeamte habe sich immer genau an das Gesetz gehalten. „Aber wenn er etwas unternehmensfreundlich auslegen konnte, dann hat er das getan.“

Indirekte Staatshilfe für Amazon und Fiat?

Die Ermittler der EU-Kommission hegen den Verdacht, dass einige der Arrangements gegen Gesetze verstoßen, die staatliche Subventionen an Konzerne verbieten. In den Fällen Fiat und Amazon geht es dabei um folgende Frage: Wurden die Preise, die die Luxemburg-Töchter der Konzerne anderen Unternehmensteilen für Dienstleistungen und die Verwendung geistigen Eigentums, in Rechnung gestellt haben, zu marktüblichen Konditionen festgelegt? Oder wurden sie so kalkuliert, um die Steuerersparnis zu maximieren.

Der Fremdvergleichsgrundsatz, eine Vorschrift der OECD, war zu Kohls Zeiten nicht im Luxemburger Recht verankert. Auch mussten die Unternehmen ihre Berechnungen nicht mit einer detaillierten Dokumentation untermauern. Auf die Frage, wie er festgestellt habe, dass die Preisauskünfte einer Firma akkurat waren, feuchtet Kohl seinen Daumen an und hält ihn in die Luft. „Es gab keine Möglichkeit, das zu überprüfen.“

Luxemburg gibt nur wenig über die Entscheide zur Unternehmensbesteuerung preis. Lange sträubte sich das Land gegen die Forderung der EU-Kommission, mehr Informationen preiszugeben. Erst als die EU mit einer Klage drohte, legte man Details zu den Fällen Amazon und Fiat vor. Der Bitte nach weitergehenden Informationen verweigert sich die Regierung aber immer noch.

„Jedes Land hat seine eigenen Gesetze und Traditionen“, sagt Finanzminister Gramegna. „Wenn einige Länder glauben, dass Vertraulichkeit bei der Besteuerung keine Rolle spielt, dass alles über jeden im Internet stehen sollte, dann ist das ihre Entscheidung. Nicht unsere.“

Im Jahr 2012 fielen mehrere der Entscheide der Sociétés 6 in die Hände eines französischen Journalisten, der sie in einer TV-Dokumentation veröffentlichte. So wurde bekannt, dass viele Unternehmen Steuern in der Heimat vermieden hatten, indem sie ihre Gewinne durch Luxemburg leiteten.

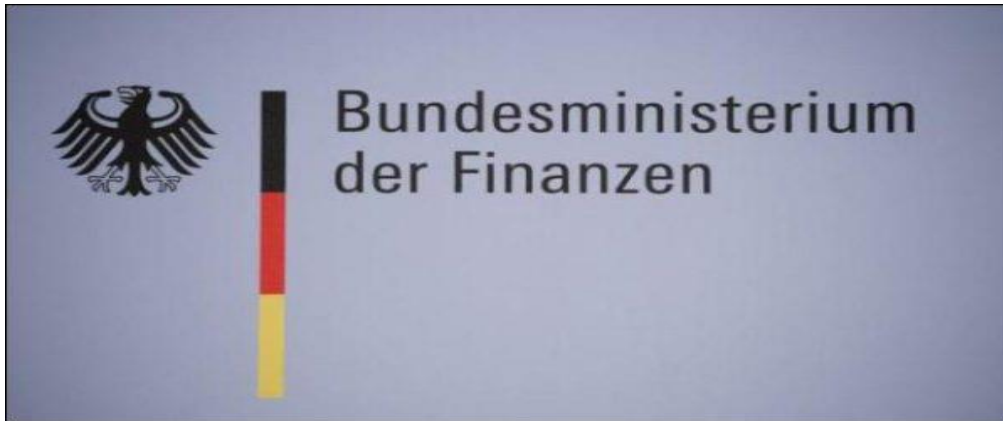
Im 2013 ging Kohl nach 37 Jahren bei der Steuerbehörde vorzeitig in den Ruhestand. Ersetzt wurde er durch ein Team aus sechs Leuten. Mündliche Entscheidungen seien nicht mehr zulässig, und die Wartezeit könne jetzt bis zu sechs Monaten betragen, sagen Steuerberater.

Wenn er über seine Zeit bei den Sociétés 6 nachdenke, sagt Marius Kohl, dann bedauere er nichts. „Die Arbeit, die ich geleistet habe, hat definitiv dem Land genutzt, wenn auch vielleicht nicht seinem Ruf.“



«L'ère du secret bancaire est terminée»

L'échange automatique d'informations fiscales doit être ratifié mercredi par 50 pays à Berlin. Une avancée majeure dans la lutte contre la fraude qui fait perdre des milliards d'euros.



122 États et juridictions membres, ainsi que l'Union européenne se réunissent mardi et mercredi au sein du ministère allemand des Finances pour signer un accord international contre la fraude fiscale. (photo: DPA)

«Les chances structurelles de frauder le fisc disparaissent. (...) L'ère du secret bancaire est terminée», se réjouit-on au ministère allemand des Finances, qui doit héberger mardi et mercredi la réunion du Forum mondial sur la transparence et l'échange d'informations. Celui-ci réunit 122 États et juridictions membres, ainsi que l'Union européenne. L'enjeu est de taille: quelque 5 800 milliards d'euros seraient dissimulés dans les paradis fiscaux, soit un manque à gagner de 130 milliards par an pour les administrations fiscales du monde entier, selon l'économiste Gabriel Zucman, spécialiste de la fraude fiscale.

L'accord multilatéral qui doit être signé est basé sur des critères définis par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La norme mise au point [par l'OCDE](#), à la demande du G20, a pour ambition de devenir un standard international. Elle prévoit notamment la fin du secret bancaire, jusqu'ici fréquemment invoqué par des pays comme la Suisse ou certains paradis fiscaux pour refuser de transmettre des informations sur l'état des avoirs placés par les citoyens étrangers à leurs pays d'origine. Ce processus de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, inspiré par [la loi Fatca](#) votée en 2010 par les États-Unis, prend de l'ampleur depuis maintenant trois ans.

500 000 contribuables ont déjà fait amende honorable

La loi américaine, entrée en vigueur cette année, oblige les banques étrangères à informer systématiquement le fisc des États-Unis des comptes et dépôts de leurs clients américains au-delà d'un montant de 50 000 dollars. Cinq pays européens - Allemagne, France, Royaume-Uni, Espagne, Italie - s'en étaient inspirés pour réclamer en 2011 la généralisation de l'échange automatique d'informations. Après des mois de négociations, marqués par la résistance de pays comme le Luxembourg et l'Autriche, dont les banques vivent largement du secret bancaire, l'UE est parvenue il y a deux semaines à un accord. Les 28 États membres se sont engagés à pratiquer l'échange automatique d'informations dès 2017, à l'exception de l'Autriche qui invoque des raisons techniques et attendra 2018.

La rencontre de mardi et mercredi à Berlin doit permettre de dépasser le simple cadre européen, avec l'adhésion au processus de nombreux autres pays développés. La signature étendue d'un «accord multilatéral sur les autorités compétentes» est «la première étape nécessaire pour mettre en œuvre l'échange automatique d'informations», explique-t-on à l'OCDE. Concrètement, il s'agit de désigner dans chaque pays quelle institution collectera les informations fiscales pour les transmettre aux autres États. La pression promise par ce procédé porte déjà ses fruits. Ces deux dernières années, plus d'un demi-million de contribuables dans le monde ont spontanément fait amende honorable auprès de leur fisc et se sont acquittés de 37 milliards de dollars (29,1 milliards d'euros) d'impôts impayés et intérêts, selon les données publiées par l'OCDE cet été.

Washington se tient à l'écart de cet accord

Autre signe de cette dynamique, la Suisse, jusqu'ici symbole du secret bancaire, doit formaliser à Berlin son intention de s'engager contre la fraude fiscale. La Suisse "donnera son adhésion claire à la mise en place de l'échange automatique d'informations", a assuré l'ambassadeur de la Confédération Fabrice Filliez dans la presse allemande. Le pays compte faire fonctionner ce système en 2018, le temps de faire les aménagements législatifs nécessaires, a-t-il précisé. Un changement de cap radical: l'ancien ministre suisse des Finances Hans Rudolf Merz assurait encore en 2008 que les pourfendeurs du secret bancaire «s'y casseraient les dents».

Paradoxe, les États-Unis, initiateurs du mouvement, s'en tiennent pour le moment à leur loi Fatca, sans adopter la norme de l'OCDE qui implique une pleine réciprocité dans l'échange entre États. Le nombre exact de pays qui s'engageront mercredi n'est pas encore divulgué, mais «la pression se fait sentir», assure-t-on au ministère allemand des Finances. Pour preuve, «certains paradis fiscaux» compteront parmi les signataires, et on a pu enregistrer la semaine dernière plusieurs inscriptions de dernière minute.

(L'essentiel/AFP)

Landsbanki: le juge ne retient ni le faux bilan ni l'association de malfaiteurs

29.10.201423:02(Mise à jour: Aujourd'hui 09:07)

Par Véronique Poujoll Commentaire



Les victimes n'ont pas démontré de préjudice lié aux faux bilans ou l'association de malfaiteurs, a tranché le nouveau juge d'instruction.

(Photo: Visir.is)

Encore un rebondissement dans la plainte du collectif des victimes de la Landsbanki Luxembourg pour que la justice enquête enfin sur les pratiques de la filiale de la banque islandaise: le juge d'instruction vient de rendre une ordonnance d'irrecevabilité de leur plainte sur les infractions de faux bilan et d'association de malfaiteurs. Il ne reste plus que le blanchiment.

Le collectif des victimes de Landsbanki Luxembourg, que la liquidatrice de la banque M^e Yvette Hamilius décrit comme des retraités désœuvrés noyant leur désarroi à coup de rosé de Provence, est sous le choc. Le juge d'instruction Stéphane Maas leur a signifié le 21 octobre que son enquête se

limitera à la prévention de blanchiment et qu'il laisserait de côté les préventions de faux bilan et association de malfaiteurs que la Cour d'appel avait pourtant retenues en lui demandant d'ouvrir une instruction dans le dossier Landsbanki.

Le juge Maas, en s'appuyant sur le réquisitoire du Procureur d'État, reçu la veille de son ordonnance, a estimé qu'il ne pouvait pas retenir les infractions de faux bilans et d'association de malfaiteurs. Raison invoquée: les parties civiles, à l'origine de la plainte (qui remonte à novembre 2012) contre les membres du réseau bancaire de Landsbanki et la liquidatrice, n'ont justifié «d'aucun préjudice personnel ni même d'une simple possibilité de préjudice qui leur aurait été causé par l'infraction de faux bilan de Landsbanki Luxembourg». Le magistrat indique que les victimes n'ont pas avancé non plus «une possibilité de préjudice», matériel ou moral, pour l'infraction d'association de malfaiteurs.

Bref, sur les trois préventions que la Cour d'appel avait retenues, il n'en reste plus qu'une, le blanchiment.

Appel relevé

L'avocat luxembourgeois du collectif, M^e Benjamin Bodig, a aussitôt relevé appel de l'ordonnance d'irrecevabilité.

Après l'euphorie qu'avait suscitée chez eux en juillet dernier la décision de la Cour d'appel d'ouvrir une enquête pour blanchiment, faux bilans et association de malfaiteurs à la suite des pratiques commerciales de la banque qui leur avait vendu des prêts toxiques pour renflouer sa trésorerie, les victimes déchantent, mais ne se résignent pas, espérant toujours que la justice soit faite sur cette affaire qui, dans d'autres juridictions (France, Espagne et Islande), a débouché sur l'inculpation d'anciens cadres et dirigeants de la banque luxembourgeoise.

Le collectif espère toujours placer la liquidatrice de Landsbanki, M^e Yvette Hamilius, devant ses responsabilités et lui faire admettre le caractère frauduleux des agissements de l'établissement financier. Mais la

liquidatrice, intraitable, assure ne pas avoir trouvé le moindre indice de fraude dans le dossier et retourne commodément la faute contre les clients de la banque qui s'étaient laissés séduire par les prêts toxiques en gageant leurs maisons.

Dans un arrêt du 10 juillet, les magistrats de la Cour d'appel, siégeant à huis clos, avaient estimé qu'il y avait assez d'indices pour croire que la commercialisation de ces produits toxiques dits «equity release» a été «opérée au moyen de procédés malhonnêtes susceptibles de revêtir la qualification d'escroquerie» et qu'il convenait d'ouvrir une enquête au Luxembourg. Ce à quoi la justice luxembourgeoise ne s'était pas résolue jusqu'à présent, considérant que la fraude avait été commise à l'étranger.

Deux ans après la plainte des victimes, et alors qu'en France le juge d'instruction Renaud van Ruymbeke a bouclé son enquête, on n'est donc pas très avancé. Les victimes parlent de déni de justice et ne comptent pas en rester là.

Même si l'appel du collectif n'aboutit pas au résultat escompté, il faudra que le juge Maas instruisse du chef de blanchiment, ce à quoi un premier juge s'était refusé, jusqu'à ce que la Cour d'appel retoque cet été son refus et exige qu'un autre magistrat reprenne le dossier en main.

INTERNATIONAL/REGIONAL NEWS

THE INDEPENDENT TUESDAY 21 OCTOBER 2014



The great British money launderette: At least 19 UK firms under investigation for an alleged conspiracy to make \$20bn of dirty money seem legitimate



Exclusive: Criminals and corrupt officials from around the globe take advantage of Britain's lax corporate rules

JIM ARMITAGE DEPUTY BUSINESS EDITOR WEDNESDAY 15 OCTOBER 2014

Front companies in the UK are at the heart of an investigation into one of Europe's biggest money-laundering operations, allegedly forming part of a conspiracy to make \$20bn (£12.5bn) of dirty money look legitimate. The funds are believed to have come from major criminals and corrupt officials around the world wanting to make their ill-gotten cash appear "clean", so they can spend it without suspicion.

At least 19 UK-based front companies are under suspicion. The scandal highlights how lax corporate rules have made this country an attractive destination for global organised crime. The secrecy company directors are entitled to under UK law is also hindering attempts to identify the "Mr Bigs" behind the scam.

An investigation by The Independent and the Organised Crime and Corruption Reporting Project, an NGO, has identified dozens of firms in a global web spreading from Birmingham to Belize.

The scam appears to have gone on for four years before being shut down in May by investigators in another of its main centres – the former Soviet republic of Moldova.

Vasile Sarco, an investigating officer in Moldova, told The Independent: "This money was routed from Russia, but the companies incorporated in Britain were instrumental to transit the funds."

He has sought help from UK organised crime police to help track down the British end of the operation.

Money laundering involves creating the impression that dirty money has been earned through legal means. Criminals need to find ways of coming up with official documentation that testifies to their money's honest origins. Often, they will take over legitimate businesses which they can then push the money through in fake transactions, generating a paper trail of receipts.

However, when the illicit earnings run into the tens of billions of dollars, such small-scale schemes are impractical. Documentation for much larger amounts of cash is needed.

In the scam exposed today, the launderers created front companies in the UK which carried out massive phoney business deals between themselves. These front companies then sued each other in courts in Moldova, demanding the repayment of hundreds of millions of pounds of loans.

A judge in Moldova, a small Eastern European country whose legal system is not considered as robust as those in Western Europe, would rule in favour of the claimant company, which would then receive the cash from the other front firm – with an all-important signed court document ordering the debt to be paid.

But rather than being transferred from one legitimate British company to another, the funds were being routed from Russia, where gangs from around the world go to launder money from corruption, drug dealing, prostitution and people smuggling.

Their tainted money would first be put into the UK front companies' accounts in Moldova before being transferred to another bank in Latvia. As Latvia is in the highly regulated European Union banking system, this final stage adds to the dirty money's "clean" appearance.

Investigators are trying to discover the identities of the criminals whose cash was being laundered. However, this is proving extremely difficult because it is virtually impossible to establish who actually owns the UK front companies – and therefore who ultimately had access to the laundered money.

Investigators said similar laundry systems, often involving UK front companies, were being used by organised crime syndicates and officials as far afield as South America, Syria and Japan. Britain is regularly used in such scams because it is easy to set up front companies here with relatively few, if any, questions asked.

The launderers are able to get the jurisdiction for their legal cases shifted to countries like Moldova, with weaker legal systems, by employing citizens there as guarantors in the fake business transaction. The phoney debts were co-guaranteed by Russian companies, who channelled the cash.

Although the British companies were registered at ordinary-looking office buildings in London, Edinburgh, Belfast, Glasgow and Birmingham, their real ownership is hidden by a web of brass-plate entities and nominee directors in secretive havens like the Seychelles, the Bahamas and the Marshall Islands.

For example, one of the companies based in Edinburgh lists its shareholders as two untraceable companies in Panama and Belize.

Another, Westburn Enterprises, claimed a debt of half-a-billion US dollars from a Russian guarantor through the Moldovan courts. Despite purportedly carrying out such vast transactions, it lists its registered address as that of a small accountancy firm, Axiano, in Edinburgh, which is not involved in any wrongdoing. Westburn states that its sole director is Marios Papantoniou, but he is merely the boss of Axiano, and has nothing to do with Westburn's operations.

Axiano is one of hundreds of British firms which conduct entirely legitimately work as formation agents, setting up companies for clients in a way that allows them to retain their anonymity. When

approached by The Independent, Mr Papantoniou explained that he could not answer questions on behalf of his client unless requested to by the police.

Under UK laws, companies can obscure the identity of their owners by using “nominee” directors – people who lend their names to a company without actually having anything to do with them. They can also lend their names to shareholdings in companies to mask who owns them.

Another of the UK businesses alleged to be under investigation is the London-registered Valemont Properties. Its director is Damian James Calderbank, who lists his address (in Companies House filings) variously as being in two Dubai tower blocks and an office building in London. He, too, is thought to be a nominee director and will have been unaware of the company’s activities.

Valemont’s “company secretary”, rather than being a person who could be questioned about its activities, is an outfit called Hextable Limited, based in the Bahamas. Mr Calderbank’s filings say he holds 21 UK directorships, has resigned from 333 more and been a director of 227 UK companies now dissolved. He is also a director in many more offshore companies. Accounts for 2011 show him as a shareholder, through a Gibraltar company, in the Moldovan bank Moldindconbank, through which all the laundered money went. That is again likely to be a nominee shareholding in which he had no real involvement. He did not respond to written and emailed requests to comment.

Two of the 19 front companies give as their registered addresses places which turn out to be branches of the PO boxes chain Mailboxes Etc – one in Edinburgh and the other in Shepherd Market, in Mayfair, London. (There is no suggestion of wrongdoing by Mailboxes Etc.) Three more are registered to a room in a Birmingham office building which is home to nearly 1,300 other companies. Documents from the Moldovan Ministry of Justice show one of those Birmingham companies received half-a-billion dollars in one court award. None of the companies responded to written requests for comment.

Evgheni Viborov, one of the alleged Moldovan patsies, pictured on his public profile on vkontakte, Russia’s equivalent of Facebook Evgheni Viborov, one of the alleged Moldovan patsies, pictured on his public profile on vkontakte, Russia’s equivalent of Facebook

According to the investigator Mr Sarco, judges in Moldova issued more than 50 court orders in the scam, certifying about \$20bn of debts paid. Some of the judges have resigned; others are under investigation. One, interviewed by the OCCRP, said he had ruled correctly on the evidence before him, pointing out that none of his rulings had been overturned.

Mr Sarco said he was close to arresting “four or five” bankers in connection with the alleged scam. He also said the suspect companies had made payments to legitimate British firms from accounts at the Moldovan bank used in the laundry process. The UK bank accounts involved include ones at UBS in London, HSBC, RBS, NatWest and Citibank. The Independent is passing details of the transactions to the banks.

Mr Sarco said: “We hope our colleagues [at Britain’s National Crime Agency] will uncover what activity took place in the UK, but our main difficulty is that the relevant authorities in the Russian Federation are being less co-operative.” He said he had contacted the Serious Organised Crime Agency (which merged into the NCA last year) with information about the scam. The NCA declined to comment, saying it was unaware of any investigation.

The Russian connection is crucial to the case but the companies there who funnelled the money are proving difficult to penetrate. They appear to have been represented by proxy people in Moldova and Ukraine who were paid small sums to front for the real figures behind the transactions.

One such proxy was a Moldovan citizen listed as the guarantor for a loan made to Valemont Properties – one of the first UK firms used in the alleged scam, back in 2010.

The man, Andrei Abramov, works at Chisinau airport in Moldova. He said he was approached after graduating by a man offering him a job opening a branch of his consultancy in Moldova. When tracked down by reporters from the OCCRP, Mr Abramov claimed he was told he would be the branch manager. “It never happened though. I worked for them for four months and all I got was \$100.”

The Moldovan judge ordered two Russian firms to pay a combined \$408.3m to Valemont. The money was transferred from Russia to the Moldovan bank Moldindconbank, exchanged into pounds and transferred to Valemont's account at Latvia's Trasta Komercbanka. The same route was used for all the alleged transfers. Moldindconbank denied breaking any rules, saying its operations have respected Moldova's legislation and central bank rules. Trasta Komercbanka said in a statement that the case was still under investigation and that neither the bank nor its employees were involved in the alleged laundering.

Mr Sarco, heads of his country's Money Laundering Prevention Unit, claims the rulings from the judiciary which triggered the cash transfers were improper and is investigating the judges, some of whom have denied wrongdoing.

Mr Abramov was not the only Moldovan patsy. Another traced by the OCCRP was a small-time businessman also facing a court case for meat smuggling. A third, Evgheni Viborov, is a dispatch driver. Despite not even being able to afford his own car, he is listed as a shareholder and director of one of the companies which court documents show paid the British front company Westburn Enterprises \$500m.

Money laundering explained: Why criminals flock to the UK

One of the biggest problems of being a successful drug dealer is finding a way to make your money look like it's been made honestly.

Key to this is obtaining official documentation or receipts that show the money has been made legally.

There are many ways of doing this, from setting up legitimate businesses that turn over lots of cash, to buying and exchanging travellers' cheques, to corrupting legitimate businessmen to fake transactions to you.

Another way, as this story shows, is to set up front companies and make them look like their money comes from legitimate sources.

Britain is popular for such companies because it is so easy to set up a company here. An industry of company formation agents and their accompanying solicitors and accountants exist to create companies for all-comers, with few questions asked.

An agent at London-based Dudley Miles Company Services – which set up one of the 19 UK companies allegedly used in this scam – said he knew nothing of the client and was under no obligation to do so. A Ukrainian man had ordered the company over the phone, he said. Like the other agents and accountants involved, Dudley Miles has done nothing wrong.

An Eastern European or Cypriot flavour runs through many of Britain's company formation agents. Most are situated in small, fairly dingy offices in central London. Some, such as Albion Business Incorporations, have their website all in Russian.

Another Russian formation agent who declined to give his name explained: "Our clients like to keep their identity hidden for many reasons. Tax avoidance perhaps. They like to come to Britain because it is so much easier and cheaper to set up businesses here."

Vince Cable's Department for Business has announced plans to make companies disclose the identities of business owners holding more than 25 per cent of the shares. The former head of the Fraud Squad, David Clarke, now a private fraud consultant at Today Advisory, applauded the Government's moves, but said: "We need a proper, concerted effort between law enforcement and Companies House, because at the moment we're still handing it on a silver platter to the villains."

Reuters

Spanish police arrest dozens in \$300 million corruption case

Source: Reuters - Mon, 27 Oct 2014 13:51 GMT

Author: Reuters

MADRID, Oct 27 (Reuters) - Spanish police have arrested 51 people as part of a graft investigation involving local government construction contracts, the anti-corruption prosecutor's office said on Monday.

The investigation, "Operation Punica" -- centred around town halls mainly in the regions of Madrid, Murcia, Leon and Valencia -- is one of numerous corruption scandals that have hit Spain's mainstream political parties and many bankers in recent months.

"The collusion between local councillors and civil servants, with builders and energy service companies, and the corruption of middle-men and key companies, has helped them to secure contracts worth around 250 million euros (\$300 million) in the last two years alone," the prosecutor said in a statement.

A judicial source said one of those arrested was Francisco Granados, a former conservative deputy president of the Madrid region who resigned in February after it was revealed he had millions of euros in a Swiss bank account.

Information from Switzerland has helped Operation Punica, and investigators have issued search warrants on 259 properties, 400 banks, companies and insurers, blocked current accounts and assets and embargoed 30 vehicles. (Reporting by Raquel Castillo; Writing by Paul Day; Editing by Sarah Morris and Louise Ireland)